

A propos de l'idéologie¹

Pour le *Larousse*, l'idéologie est l' « ensemble plus ou moins systématisé de croyances, d'idées, de doctrines influant sur le comportement individuel ou collectif ». Le dictionnaire précise que pour les marxistes, il s'agit « de la représentation de la réalité propre à une classe sociale, estimée véridique par celle-ci, mais en réalité dépendant de la place que cette classe occupe dans le mode de production et de son rôle dans la lutte des classes. » La production d'idées se distingue par deux approches diamétralement différentes : l'approche idéaliste et l'approche matérialiste.

Pour les idéalistes (on ne parle pas ici de personnes pourvues d'un idéal de vie), l'idée précède et influence l'action humaine. Pour les matérialistes – au sens philosophique du terme, à ne pas confondre donc avec la définition plus couramment connue qui en fait des personnes attachées aux seuls biens matériels –, la production des idées est directement et intimement liée à l'activité matérielle de l'Homme. Par activité matérielle, l'on entend généralement l'activité agricole, industrielle ou commerciale. Il convient d'ajouter aujourd'hui les activités financières et spéculatives qui se sont considérablement développées et influent incontestablement sur l'évolution de l'idéologie. On peut aussi y englober les conditions de vie en général : l'habitat, la mobilité, l'instruction, l'environnement...

Si nous adoptons le point de vue matérialiste – ce que je vous propose de faire dans le cadre de cette formation syndicale, nous pouvons affirmer que les idées sont la traduction de la vie réelle des femmes et des hommes placés dans des conditions données et à un moment donné. J'insiste sur ce dernier point car cela signifie que les idées vont aussi évoluer dans le temps.

Ainsi l'idée de changement et de la nécessité d'agir (lutter) pour améliorer ses conditions de vie n'existait pas par elle-même (elle existait d'autant moins que certains s'évertuent depuis 2000 ans à nous le promettre dans une autre vie et nous invitent à nous armer de patience avant d'y arriver) ; cette idée de changement découle d'une prise de conscience de ces conditions, de la nécessité et de la capacité d'en changer dans le cadre d'un rapport de force, d'un rapport de classes.

Le matérialisme situe donc le développement des idées dans un registre totalement différent de celui des croyances, des religions.

L'idéologie dominante

Si l'on accole au substantif « idéologie » le qualificatif « dominante », le dictionnaire définit « une représentation que la classe dominante (en l'occurrence, chez nous, la bourgeoisie) va s'efforcer d'imposer aux autres classes pour asseoir sa domination. » Autrement dit, cet « ensemble » devient un puissant facteur d'aliénation. Un appareil de soumission des consciences, de stérilisation de l'action, de reproduction des pouvoirs dominants.

Car la classe dominante ne va pas se contenter de produire des idées à prendre ou à laisser. Non, elle va les codifier pour en faire des instruments de sa domination. Elle dispose pour cela d'un appareil d'Etat² qui va traduire ces idées en actes politiques, législatifs, économiques... Ainsi la législation du travail est l'enjeu d'une lutte acharnée du monde du travail et de ses organisations pour arracher un dispositif de protections pour les travailleurs. Rappelons-nous que l'idéologie peut évoluer dans le temps en fonction de l'évolution des rapports de forces. Cette législation est le résultat de compromis plus ou moins favorables aux travailleurs à une époque donnée mais qui peut être mise en cause à une autre époque. L'exemple du droit de grève est, à mon sens, révéla-

¹ Par **Jean-Pierre Michiels**, coordinateur de l'ACJJ – octobre 2011. Cette analyse a pour base une formation syndicale donnée au CEPRE par l'auteur et rédigée par la suite en y intégrant des éléments de la discussion.

² Louis Althusser utilise le concept d'"appareils idéologiques" d'état (école, armée, universités, institutions académiques).

teur de ce constat. La constante est évidemment un a priori défavorable (pour utiliser un euphémisme) de la part de la bourgeoisie mais qui a bien dû concéder ce droit aux travailleurs lorsque le rapport de force leur était plutôt favorable. Aujourd'hui, l'on constate qu'au nom de la « liberté de travailler », la justice par le truchement des menaces d'astreintes à l'encontre des piquets de grève est de plus en plus intrusive dans les conflits sociaux. Certes, le cas de Brinks et de ce qui s'était avéré être une déclaration de faillite frauduleuse par la direction a montré que la justice pouvait également se retourner contre le patronat. Mais cela n'a pas empêché le Tribunal du Commerce de Bruxelles de décider la liquidation de l'entreprise. Autre exemple, celui qui opposa la ville du Roeulx à la CGSP, en juin 2010, suite à un conflit social. Le recours introduit par le syndicat a heureusement été suivi d'effet. Il faut dire que la ville avait « menti » en usant d'une procédure d'urgence soi-disant parce que l'action syndicale aurait pu provoquer un « péril grave et imminent ». Ce qui s'était avéré faux. Il n'en reste pas moins que cette menace d'astreintes est, d'une manière générale, une sorte d'épée de Damoclès menaçante qui constitue une entrave à la liberté syndicale au nom de la « liberté de travailler », un dogme libéral et patronal vite oublié lorsqu'il s'agit de délocaliser une entreprise ou de procéder à des licenciements boursiers, des licenciements alors que l'entreprise est durablement bénéficiaire.

Un travail de fond

Mais la classe dominante a besoin d'agir plus en profondeur pour véritablement imprégner les esprits de son idéologie et faire en sorte que ses intérêts de classe paraissent être les intérêts de tous. Dans le cadre d'une mutation profonde de la société et du système, où le politique se trouve critiqué par une grande partie de l'opinion publique et où le pouvoir économique et financier impulse, plus qu'à toute autre époque, ses conditions, il faut agir au quotidien. « Rien de moins visible que le banal ; rien de plus efficace qu'une idéologie devenue quotidienne. »³ Le vocabulaire va donc lui-même subir ses propres mutations pour distiller mieux encore l'idéologie dominante au plus profond des consciences - « le poids des mots » martelait *Paris Match* - pour qu'« ... à force de revenir à répétition dans le discours politique et dans le discours de presse, (ils se fassent) largement oublier comme forme idéologiquement signée. »⁴ « Chaque pensée, chaque sympathie, chaque relation, chaque acte petit et grand envers la classe dominante signifie le risque d'un désavantage personnel. Chaque pensée, chaque sympathie, chaque relation, chaque acte pour elle, c'est-à-dire pour l'appareil planétaire d'exploitation, signifie une chance. [...] Le système agit jusque dans les plus fines ramifications de l'âme individuelle ; il a misé une prime à la bassesse. »⁵ Lorsque le système nous a martelé que nous vivions au-dessus de nos moyens, il a gagné sa bataille idéologique lorsque les travailleurs eux-mêmes ont admis qu'ils vivaient au-dessus de leurs moyens et accepté de faire des sacrifices.

La classe dominante dispose également pour ce faire de médias puissants, influents qui vont se charger de diffuser ses « idées », d'en imprégner les cerveaux. A la manière de ce PDG d'une chaîne commerciale française qui affirmait sans rire « vendre du temps de cerveaux humains disponibles » aux firmes commerciales. " Il faut, disait-il en 2004, que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation (...) de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. "

La publicité est, elle aussi, un vecteur redoutable de l'idéologie dominante, notamment dans sa disposition machiste à abuser de l'image de la femme ou encore à propager le culte de la réussite matérielle en nous invitant à devenir « scandaleusement riches »...

Il va de soi que face aux moyens immenses dont dispose la bourgeoisie pour disséminer profondément son idéologie, qui vise ni plus ni moins à ce que soit « ...rangée au rayon des illusions périmées et contre-productives la lutte contre les inégalités de condition en même temps que le sens de l'histoire, la mémoire des revendications

³ « Les nouveaux mots du pouvoir. Abécédaire critique. » Sous la direction de Pascal Durand. Editions Aden. 2007

⁴ Ibid.

⁵ Max Horkheimer, l'un des fondateurs de l'Ecole de Francfort, cité dans « Les nouveaux mots du pouvoir. »

sociales et les principes de solidarité »⁶, la contradiction ou plutôt la déconstruction est une tâche particulièrement ardue. C'est pourtant une condition essentielle pour conserver un esprit critique, une liberté de pensée indispensable pour agir. Sans prétendre être exhaustif, je vous propose de relever quelques idées véhiculées par l'idéologie dominante qui peuvent à force de matraquage apparaître comme évidentes, indiscutables. J'en prendrai deux qui me semblent emblématiques de notre époque où la lutte de classe est, contrairement à une autre « idée » selon laquelle elle n'existerait plus, d'une rare violence.

Le caractère naturel du capitalisme ?

Avec la disparition des régimes dits communistes en Europe de l'Est, a émergé l'idée que nous vivions la fin de l'histoire, qu'il n'y avait d'autre système possible que l'économie de marché. Pour les défenseurs du libéralisme économique, c'était à ce point évident que le capitalisme était inscrit dans la nature même de l'homme qu'il n'y avait pas d'alternative possible. Impossible d'agir autrement, tout comme il est impossible de vivre sans respirer.

Cette vision naturaliste du capitalisme est fort heureusement contestée. Ainsi, pour l'anthropologue Olivier Gabriel Marchal, le capitalisme est « un système construit par l'homme à un moment donné de l'histoire, et qui s'est répandu par la force du commerce mais également, ne l'oublions pas, des impérialismes, des guerres, des colonialismes (...) Des sociétés ont existé, prospéré et procuré stabilité et bonheur sans faire appel naturellement à la société de marché telle qu'on la conçoit actuellement. ⁷ »

On est bien là dans une conception idéologique visant à annihiler tout débat, toute contestation. A quoi bon contester le système, à quoi bon discuter même puisque le système est dans l'ordre naturel des choses ? Cette vision du capitalisme a bien pour but d'asseoir « incontestablement » le système et entend contribuer à pérenniser le pouvoir de la classe dominante.

Mais, trois précautions valant mieux qu'une, la bourgeoisie – hélas aidée en cela par une large frange de la social-démocratie - entend codifier cette idée : le projet de constitution européenne visait à inscrire l'économie de marché dans un texte constitutionnel ; l'Union européenne vient d'imposer un contrôle budgétaire des Etats avec sanction à la clef si tel gouvernement dérogeait à la sacro-sainte loi de l'économie de marché ; « la règle d'or »⁸ vise à imposer aux Etats l'obligation d'un retour à l'équilibre budgétaire.

Et nous en venons au second exemple que je souhaite mettre en exergue : la dette.

La rigueur contre les peuples

Il s'agit bien là d'une autre illustration de la pensée dominante, très liée à l'actualité. Rembourser la dette est devenu, en quelques mois, un dogme auquel nul Etat ne peut désormais échapper. C'est à ce point impérieux que s'impose comme une évidence l'insertion dans les constitutions nationales de la « règle d'or » et –autre évidence- l'obligation de mesures d'austérité, que d'aucuns préfèrent, par précaution oratoire, nommer « rigueur », et qui remettent en cause les conquêtes ouvrières, comme la sécurité sociale, le système des pensions, la durée du temps de travail, l'index...

La Grèce est en train d'être dépecée de son système de protection sociale, de ses services publics... pour rembourser une dette causée en grande partie par les banques et... pour leur plus grand profit. D'autres pays, comme l'Espagne, le Portugal... risquent d'être frappés des mêmes mesures. Le nôtre, d'après de nombreux spécialistes, ne s'en sort pas si mal, malgré la crise politique interne et le contexte économique international, parce qu'il

⁶ Ibid.

⁷ Olivier Gabriel Marchal, anthropologue, Carte blanche parue dans *Le Soir* du 9 février 2008.

⁸ Lire analyse de Maurice Magis, responsable de la communication à l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte, sur le site de cette association : http://acj.be/publications/analyses/regne-de-l-argent-regle-d-or_396.html

a gardé jusqu'ici l'essentiel de ses conquêtes sociales : sécurité sociale, système de pension, indexation des salaires, services publics..., mais il risque de sombrer rapidement dans l'austérité, une fois les tumultes « BHVien » surmontés.

Cette pensée dominante qui oriente les politiques gouvernementales donne bien le ton de la lutte des classes qui se profile et dont le mouvement social devrait prendre toute la mesure. Car la dette peut être une nécessité – et tout compte fait, une bonne chose - si elle a permis de créer de la richesse et répondre aux besoins sociaux des peuples. Elle peut être « odieuse » voire « illégale » si elle a permis à une minorité de spéculateurs de s'enrichir au détriment de la collectivité ; ce qui est souvent le cas, comme le démontrent des associations comme le CADTM et ATTAC qui réclament avec force un audit sur les dettes.

Les organisations syndicales, comme la gauche en général ont tout intérêt à se joindre à ce mouvement de contestation croissant car, non seulement il y va de la sauvegarde de notre protection sociale, mais en plus il n'est pas démontré que les mesures qui sont ou seront prises dans l'intention d'éponger la dette, auront les effets espérés. Ainsi, le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz exprimait cette opinion⁹ : « ... pour des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la France, plutôt que de couper indistinctement dans les dépenses, il serait plus efficace de les rediriger vers des investissements productifs susceptibles de rapporter assez d'argent pour faire baisser leur endettement (...) beaucoup d'économistes sont arrivés à la conclusion que la première responsabilité de chaque gouvernement, c'est de protéger ses citoyens, et donc de prendre les mesures qui s'imposent au niveau national (...) A la question « Vous demandez également la création de banques publiques. Pour quoi faire exactement ? », l'économiste répond « On ne se poserait pas la question si les banques privées faisaient leur travail !... Le secteur privé a clairement échoué : il faut trouver d'autres solutions. » Et de dénoncer « Depuis trente ans, les inégalités ont explosé dans les pays développés, et particulièrement aux Etats-Unis (...) Avec la crise, la richesse fictive liée à l'endettement s'est évaporée, mais personne – ni Obama ni les autres – n'a songé à s'attaquer au fond du problème. Ironie de l'histoire, la manière dont on a traité la crise n'a fait que renforcer les inégalités (...) avec les plans d'austérité : ce sont les pauvres, ceux qui bénéficient le plus des systèmes de redistribution, qui vont pâtir les premiers. »

Une invitation non seulement à nous indigner des méfaits du système mais à rechercher et mettre en avant les moyens pour s'en défaire. « Des alternatives sont possibles et nécessaires : une solidarité économique et sociale entre les Etats de l'Union Européenne ; une harmonisation sociale et fiscale de haut niveau; la mise en place de salaires minima partout en Europe, point d'appui indispensable pour lutter contre le dumping social ; une taxation à hauteur importante sur l'ensemble des transactions financières, consacrée au développement durable...¹⁰ »

⁹ Joseph Stiglitz, interview accordée au *Vif*, le 24 septembre 2010.

¹⁰ Lire analyse de Maurice Magis, responsable de la communication à l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte, sur le site de cette association : http://acj.be/publications/analyses/regne-de-l-argent-regle-d-or_396.html